

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 571 du 29.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Kathleen Christison : Au Moyen-Orient les Etats-Unis sont au service d'Israël.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1-1 El-Watan : Les Palestiniens déterminés à exiger une résolution de l'ONU sur la colonisation.

1-2 Gidéon Lévy : En opposant son veto à la résolution contre les colonies, Obama a rejoint le Likud.

1-3 Alex Fishman : Pour les Israéliens, 2011 sera l'année de toutes les catastrophes politiques et sécuritaires.

1-4 Stephen Lendman : Des droits pour les Palestiniens ? « Niet ! » répond Obama.

1-5 Leila Mazboudi : "Israël après Moubarak : entre les vraies craintes et les semblants d'espoir."

1-6 Alan Hart : Une démocratie en Egypte profitera-t-elle aux Palestiniens ?

1-7 Réseau Voltaire : Les révolutions arabes contre Israël et les Etats-Unis.

Tiré à part

Kathleen Christison : Au Moyen-Orient les Etats-Unis sont au service d'Israël.

Il y a une dizaine de jours j'ai eu une conversation particulièrement intéressante au sujet d'Israël, de son rôle dans la politique des USA au Moyen Orient et des événements qui se déroulent en ce moment là-bas en Egypte et dans tout le monde arabe.

Obama - potiche de service faisant ici acte d'allégeance à l'AIPAC - a toujours eu à coeur de continuer et voir de renforcer la politique américaine de soutien inconditionnel à l'état raciste et colonialiste israélien

Mon interlocuteur est un des commentateurs les plus fins des médias alternatifs sur la politique des USA notamment, mais pour lui il est clair qu'Israël n'a pas une influence notable sur ce que les USA font dans la région.

Moi je crois qu'il souffre d'une sorte d'aveuglement en ce qui concerne Israël, ce qui n'est pas rare chez les penseurs progressistes. Mais peut-être que les récents développements qui secouent la région lui ouvriront finalement les yeux et ceux de tous ceux qui minimisent le rôle central d'Israël dans la politique des USA.

Les récents événements en Egypte, la révélation des câbles du département d'état par Wikileaks et les documents palestiniens révélés par Al-Jazeera sur les pourparlers de paix israélo-palestiniens montrent, comme aucune autre série d'événements n'aurait sans doute pu le faire, que les USA font ce qu'ils font au Moyen Orient en grande partie à cause d'Israël - dans le but de protéger et défendre Israël contre ses voisins arabes qui ne sont pas d'accord avec le traitement qu'Israël inflige aux palestiniens sous son contrôle, contre les Musulmans qui ont des griefs similaires, contre ceux qui critiquent les exploits militaires d'Israël aux dépens des états voisins, contre la colère d'autres états qu'Israël menace encore, contre les gouvernements de la région qui remettent en question le monopole nucléaire d'Israël ou qui tentent de développer leurs propres arsenaux pour se défendre contre Israël.

Il est instructif de se rappeler que l'Egypte revêt tant d'importance pour les USA presque uniquement parce qu'elle a signé un traité de paix avec Israël en 1979 et qu'elle a aidé à garantir la sécurité d'Israël en gardant sa frontière ouest, en l'assistant dans ses attaques contre d'autres pays arabes, en fermant les tunnels de Gaza qui permettaient au Hamas de se procurer des armes de contrebande et à la population de s'approvisionner en nourriture et autres produits de première nécessité, ce qui a eu pour effet de saper l'autorité du Hamas à Gaza. Les USA considèrent aussi l'Egypte comme un maillon essentiel de sa "guerre contre le terrorisme" et de sa guerre contre l'islamisme radical ; cette collaboration contre le terrorisme est elle aussi étroitement liée aux intérêts sécuritaires d'Israël.

L'Egypte est bien sûr une puissance régionale en elle-même. Sa taille et sa situation stratégique lui assurent une influence durable et considérable dans l'évolution politique du Moyen Orient et elle a longtemps été au coeur de la culture arabe même sans le soutien étasunien.

Les trois dernières semaines de lutte pour la démocratie de son peuple ont rehaussé son importance en captivant l'attention des peuples de la terre entière (à l'exception de beaucoup de monde, peut-être même la majorité, en Israël et à l'exception des irréductibles droitistes des USA, dont les supporters étasuniens d'Israël).

Mais la réalité profonde est que les USA n'auraient pas eu une collaboration militaire, politique et économique aussi importante avec l'Egypte au cours de plus de trente ans si l'Egypte n'avait pas été l'amie d'Israël et si, selon les termes de l'expert du Moyen Orient Rashid Khalidi, l'Egypte n'avait pas accepté "l'hégémonie régionale d'Israël." L'aide militaire annuelle de 1,5 milliard de dollars et l'assistance au développement et à l'économie de 28 milliards n'auraient jamais été octroyées à l'Egypte ces 35 dernières années si le prédécesseur de Mubarak, Anwar Sadat, n'avait pas littéralement quémandé et finalement signé un traité de paix avec Israël qui libérait Israël de la menace que représentait l'Egypte en tant que force militaire arabe principale, en abandonnant les Palestiniens et d'autres pays arabes à leur sort.

L'Egypte étant devenue davantage une aide qu'un danger, Israël s'est senti libre d'attaquer plusieurs de ses voisins, y compris le Liban deux fois, et Gaza et la Cisjordanie quantités de fois, et libre aussi d'étendre ses colonies en absorbant le territoire palestinien et en opprimant cruellement les Palestiniens sans crainte de représailles ni même de contestation sérieuse de la part d'une quelconque armée arabe. Le commentateur israélien Aluf Benn a fait remarquer qu'en plus, avec Mubarak au pouvoir, le flan ouest d'Israël était protégé au cas où ils auraient voulu attaquer l'Iran mais maintenant les Israéliens n'oseront plus attaquer l'Iran parce qu'ils ne peuvent plus être sûrs que l'Egypte "approuvera tacitement toutes leurs actions." Qui que ce soit qui remplace Mubarak serait désormais, selon lui, trop inquiet d'encourir la colère du peuple s'il collaborait avec Israël : "Sans Mubarak Israël ne peut pas attaquer l'Iran."

Pour Israël et donc pour les USA, les milliards de dollars d'investissements étasuniens ont vraiment valu la peine. La perte de la "stabilité" que l'Egypte garantissait - c'est à dire la perte de la garantie qu'avait Israël que son statut de pouvoir dominant de la région ne serait pas contesté- a changé la donne en ce qui concerne les calculs stratégiques d'Israël et des USA dans la région.

Avant le traité de paix israélo-égyptien, les USA n'avaient jamais tout à fait considéré l'Égypte comme l'atout stratégique qu'il est devenu après avoir subordonné ses capacités militaires aux intérêts d'Israël. On peut dire la même chose des relations des USA avec plusieurs autres pays arabes. Les interventions des USA au Liban -y compris ses efforts pour libérer le Liban de la domination syrienne- ont été presque entièrement liées aux intérêts d'Israël au Liban.

L'échec de l'invasion par Israël en 1982 a encore des répercussions : suite à l'invasion, les USA ont envoyé un contingent de Marines qui s'est engagé dans des combats directs avec les factions libanaises, entraînant le bombardement dévastateur des quartiers généraux des Marines qui a causé la mort de 241 membres du personnel en 1983 ; l'essor du Hizbullah qui représentait la population shiite assiégée du sud du Liban est la conséquence directe de l'invasion israélienne ; la série de kidnappings de membres du personnel étasunien par le Hizbullah dans les années 1980 a pour origine l'hostilité provoquée par le soutien des USA à Israël.

Lorsque Israël a quitté le sud du Liban après 20 ans d'occupation, il laissait derrière lui un Hizbullah renforcé ; Le conflit continu le long de la frontière avec le Liban a culminé dans une attaque brutale du Liban par Israël pendant l'été 2006, attaque qui n'a pas réussi à venir à bout de l'organisation islamique ni à diminuer sa popularité ; c'est pourquoi les USA s'efforcent depuis des années de saper le Hizbullah essentiellement pour que le Liban ne cause pas d'ennuis à Israël.

La Jordanie est un allié mineur des USA depuis des dizaines d'années, mais le traité de paix qu'il a conclu avec Israël en 1994 a augmenté son crédit auprès des USA et le pays a obtenu une aide économique et militaire supplémentaire sur la frontière est qui le relie à Israël. Le département d'état des USA fait, dans son analyse, un lien plus ou moins directe entre les raisons de ses bonnes relations avec la Jordanie et Israël sans toutefois mentionner Israël : "La politique des USA est de renforcer l'engagement de la Jordanie en faveur de la paix, la stabilité et la modération. Le processus de paix et la lutte de la Jordanie contre le terrorisme vont dans le même sens que nous et confortent indirectement des intérêts étasuniens plus larges. C'est pourquoi, par le biais d'aides économiques et militaires et d'une collaboration politique étroite, les USA ont aidé la Jordanie à maintenir la paix et la prospérité."

L'allusion au fait de "renforcer" l'engagement de la Jordanie en faveur de "la paix, la stabilité et la modération" et de maintenir "la stabilité et la prospérité" sont des références évidentes au désir de maintenir le calme dans cette région et notamment sur la frontière avec Israël.

Tout aussi clairement : "confortent indirectement des intérêts étasuniens plus larges" fait référence à l'engagement étasunien de protéger les intérêts sécuritaires d'Israël. "Modération" dans le jargon du département d'état est le code qui désigne une orientation pro-israélienne ; et "stabilité" est le code pour un environnement sûr qui bénéficie avant tout à Israël.

On peut dire sans risque d'erreur que ni le Liban ni la Jordanie n'auraient autant d'importance pour les USA si ces derniers ne considéraient pas comme nécessaire de maintenir la stabilité et le calme dans ces pays limitrophes pour la sécurité d'Israël. On ne peut pas dire la même chose de l'Arabie Saoudite, où les USA ont des intérêts pétroliers vitaux qui n'ont rien à voir avec Israël.

Mais il n'en reste pas moins vrai que les USA ont réussi à endiguer toute velléité saoudienne de défendre les Palestiniens ou n'importe quelle autre communauté arabe assiégée par les Israéliens, et les ont convaincus de s'aligner au moins implicitement sur Israël dans la plupart des cas, comme pendant l'attaque du Liban en 2006 ou pendant l'assaut contre Gaza de 2008-2009, ou en ce qui concerne la menace supposée que représente l'Iran. Le temps où les Saoudiens en voulaient assez aux USA de leur soutien à Israël pour déclarer un embargo pétrolier comme en 1973, est depuis longtemps révolu.

La récente publication de câbles du département d'état par Wikileaks, et surtout la révélation par Al-Jazeera d'un document de travail palestinien traitant des négociations des dix dernières années, jettent une lumière étonnante sur le mal que se donnent et que se sont toujours donnés les USA pour aider Israël dans ses négociations avec les Palestiniens. Le soutien des USA à Israël n'a jamais été un secret, mais le document qui a fuité éclaire d'une manière dramatique le mépris total des USA pour les demandes palestiniennes et son impuissance absolue à obtenir d'Israël la moindre concession.

Il est frappant de constater quand on lit ces documents que le positionnement des USA comme "avocat d'Israël" - selon l'expression de Aaron David Miller suite à sa participation aux négociations à l'époque de Bill Clinton- est le même pour toutes les administrations étasuniennes que ce soit celle de Bill Clinton, de George W. Bush ou de Barak Obama. Les intérêts et les exigences d'Israël triomphent toujours.

Au delà du monde arabe, la politique des USA sur l'Iran est dictée plus ou moins complètement par Israël. Israël et ses supporters aux USA sont entièrement à l'origine de la pression pour attaquer l'Iran - soit par une attaque étasunienne ou une attaque israélienne soutenue par les USA- qui s'est exercée pendant la plus longue partie des huit années de la guerre d'Irak.

Cette pression s'exerce au grand jour et on ne peut pas la nier. Si les USA se retrouvent mêlés directement ou par le biais de leur soutien à Israël à une attaque militaire contre l'Iran, ce sera parce que Israël voulait qu'il en soit ainsi ; s'il n'y a pas d'attaque, ce sera probablement, comme Aluf Benn, l'a noté, que l'enthousiasme d'Israël se sera refroidi à la suite de la révolution égyptienne.

Israël et son désir de maintenir son hégémonie régionale a aussi joué un rôle substantiel dans la déclaration de guerre des USA à l'Irak bien que cette façon de voir soit contestée à la fois par les progressistes et les conservateurs ; pour les uns comme pour les autres c'est même la chose la plus difficile à admettre dans tout ce qui concerne les relations entre les USA, Israël et les arabes.

Mon interlocuteur progressiste, par exemple -qui est profondément opposé à l'aventure des USA en Irak, qui s'oppose avec la même force à toute éventualité d'une attaque de l'Iran et qui s'est senti embarrassé sans nul doute par les fluctuations des USA à propos du départ de Mubarak— est en désaccord complet avec ma suggestion qu'Israël et ses supporters néo-conservateurs aient joué un rôle dans la déclaration de guerre des USA à l'Irak. Plus tôt dans la discussion, il avait parlé longuement des néo-conservateurs, de leur ancien think tank, "Le Projet pour l'Amérique du nouveau siècle" (PNAC), et de la volonté tenace du tandem néo-conservateurs-PNAC de faire progresser l'hégémonie étasunienne dans le monde, et il avait souligné que, George W. Bush en arrivant au pouvoir, avait intégré tout le *think tank* dans son administration.

Mais bien qu'il soit conscient des objectifs des néo-conservateurs et ait constaté qu'ils réussissaient à les atteindre, il ne voulait pas admettre que le PNAC et les néo-conservateurs désiraient tout autant développer l'hégémonie régionale d'Israël que l'impérialisme étasunien.

Quand d'un autre côté je lui ai fait remarquer que Bush n'avait pas seulement intégré tout le *think tank* à l'administration, il avait aussi promu le lobby israélien, ou du moins sa branche la plus active, aux plus hauts échelons des cercles de décision de l'administration, mon ami est tombé d'accord avec moi : "Oh bien sûr, s'est-il exclamé avec vigueur, ils -c'est à dire les néo-conservateurs- sont tous des membres du Likud." (Le parti de droite israélien NdT).

Il y a une sorte de contradiction ici qu'il ne semble pas remarquer : bien qu'il reconnaisse que les néo-conservateurs soient très proches d'Israël, il ne veut pas admettre qu'ils exercent la moindre influence en termes politiques en faveur d'Israël. Comme s'ils avaient renoncé à leurs sympathies pro-israéliennes à la porte de la Maison Blanche et du Pentagone quand ils sont devenus officiellement des décideurs politiques. Comme s'ils avaient oublié leur long passé en tant qu'avocat d'Israël et les instructions politiques que les leaders israéliens avaient données à beaucoup d'entre eux - instructions qui comprenaient même une recommandation écrite par le gouvernement israélien en 1996 de déclarer la guerre à l'Iraq.

Cela fait des années, pour ne pas dire des dizaines d'années, que la plupart des analystes sont conscients du parti pris des USA en faveur d'Israël, mais cette évidence n'a jamais été aussi flagrante que depuis les nouveaux développements qui ont mis à nu cette relation et le fait qu'Israël est au centre de pratiquement chaque mouvement des USA dans la région. Ça a longtemps été un tabou de parler de ça, un tabou qui a lié les langues de personnes comme mes interlocuteurs.

Personne n'ose mentionner Israël de peur d'être taxé d'antisémitisme, ou d'être accusé de réserver toutes ses critiques "exclusivement" à Israël ; les médias évitent de parler d'Israël et de ce qu'Israël fait au Moyen Orient et plus spécifiquement aux Palestiniens qui vivent sous son contrôle parce qu'ils ont peur que leur directeur ne reçoive des lettres furieuses et que les supporters d'Israël n'annulent leurs abonnements.

Les membres du Congrès ne veulent pas mettre en danger leurs campagnes de fonds en parlant honnêtement à Israël. Et c'est ainsi qu'Israël a disparu des écrans radars. Il arrive aux progressistes de "mentionner Israël en passant", comme me l'a dit mon ami, mais rien de plus. Et donc, parce que personne n'en parle, il ne vient plus à l'idée de personne qu'Israël puisse être la cause première de tant de décisions et d'actions politiques étasuniennes au Moyen Orient.

Il est temps que nous nous en rendions compte. Tout le monde qu'au Moyen Orient s'en est déjà rendu compte comme la révolution égyptienne l'a mis en lumière. Et il est probable que le monde entier s'en

soit aussi rendu compte. Nous devrions nous mettre à écouter les peuples du monde, au lieu de leurs leaders qui nous disent ce que nous voulons entendre.

Kathleen Christison –

CounterPunch

19 février

* **Kathleel Christison** est une ancienne analyste politique de la CIA et l'auteur de plusieurs livres sur la question palestinienne, y compris *Palestine in Pieces*, écrit avec son mari aujourd'hui décédé Bill Christison.

16 février 2011 –

CounterPunch - Vous pouvez consulter cet article à :

[><http://www.counterpunch.org/c...>

Traduction : Dominique Muselet

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 El-Watan : Les Palestiniens déterminés à exiger une résolution de l'ONU sur la colonisation.

La direction palestinienne était déterminée samedi à obtenir une condamnation à l'ONU de la colonisation israélienne, malgré le veto américain au Conseil de sécurité la veille sur un projet de résolution arabe.

"Notre décision aujourd'hui est d'aller à l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle adopte une résolution condamnant la colonisation et affirmant son illégalité, avant de retourner au Conseil de sécurité pour présenter un projet de condamnation de la colonisation", a déclaré à l'AFP Yasser Abed Rabbo, secrétaire général du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

"Le veto américain ne nous empêchera pas de nous adresser aux institutions internationales et n'entamera pas notre volonté de liberté et d'indépendance", a ajouté M. Abed Rabbo, au lendemain du veto opposé par les Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU à un projet de résolution arabe condamnant la colonisation israélienne.

Le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a pour sa part dénoncé "une décision arbitraire et scandaleuse contre le peuple palestinien".

Un porte-parole du Hamas à Gaza, Fawzi Barhoum, a accusé Washington de s'être montré une fois de plus "totalement partial envers l'occupant".

"Cela confirme l'échec de ceux qui ont parié sur un règlement de paix", a-t-il déclaré à l'AFP en référence à l'Autorité palestinienne, qu'il a appelée à "adopter une stratégie d'unité nationale et mettre fin à toute forme de négociation avec l'occupant".

Israël a en revanche exprimé sa reconnaissance au président américain Barack Obama, dans un communiqué du bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"La décision prise aujourd'hui par les Etats-Unis prouve que le seul chemin vers la paix passe par des négociations directes et non pas par le biais de décisions d'organisations internationales", estime M. Netanyahu.

L'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU Susan Rice a affirmé que l'adoption de la résolution, votée par 14 des 15 membres du Conseil de sécurité, aurait pu "encourager les parties à demeurer en dehors des négociations", tout en reconnaissant que la colonisation israélienne détruisait "la confiance entre les parties" et menaçait "les perspectives de paix".

Le projet de résolution, parrainé par quelque 130 pays, réaffirmait que "les colonies israéliennes établies dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, sont illégales et constituent un obstacle majeur à la réussite d'une paix juste, durable et globale".

Quelque 300.000 colons israéliens sont installés en Cisjordanie occupée et plus de 200.000 à Jérusalem-Est occupé et annexé.

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a déploré l'ambivalence de la position américaine.

"Le président Obama veut dire au monde arabe dans ses discours qu'il s'oppose à la colonisation mais il refuse de laisser le Conseil de sécurité dire à Israël de façon contraignante de les arrêter", selon la

directrice de HRW pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Sarah Leah Whitson, citée dans un communiqué.

"L'administration Obama doit avoir un message clair et cohérent disant que les colonies sur des territoires occupés sont illégales et doivent être démantelées", ajoute HRW, basé à New York, rappelant que les conventions de Genève interdisent à une puissance occupante d'installer sa population en territoire occupé.

Les pourparlers de paix israélo-palestiniens ont brièvement repris en septembre avant de s'interrompre à la suite de l'expiration d'un moratoire israélien sur la colonisation en Cisjordanie.

Les négociateurs palestiniens exigent pour les reprendre un nouveau moratoire, y compris à Jérusalem-Est, ce à quoi Israël s'est refusé malgré d'intenses pressions internationales.

19/02/2011

http://www.elwatan.com/depeches/les-palestiniens-determines-a-exiger-une-resolution-de-l-onu-sur-la-colonisation-19-02-2011-112494_167.php

1-2 Gidéon Lévy : En opposant son veto à la résolution contre les colonies, Obama a rejoint le Likud.

Une Amérique consciente que les colonies sont un obstacle aurait dû se rallier à leur condamnation.

Ce weekend le Likud s'est enrichi d'un nouveau membre - qui n'a pas simplement rejoint le parti au pouvoir mais son aile la plus extrémiste. En se positionnant quelque part entre Tsipi Hotovoly et Danny Danon,, et plus à droite que Dan Meridor et Ichael Eitan le président Barak Obama a affaibli la position des deux derniers.

Le premier veto opposé par les USA pendant le mandat d'Obama, un veto qu'il avait en vain juré de ne pas utiliser comme ses prédécesseurs l'avaient fait, a été un veto contre la possibilité et la promesse d'un changement, un veto contre l'espoir. Ce veto n'est pas un acte d'amitié envers Israël, il soutient les colons et la droite israélienne et personne d'autre.

La justification de l'ambassadeur étasunien devant l'ONU n'y changera rien, ni d'ailleurs les paroles de remerciement du bureau du premier ministre (israélien NdT) : cette décision n'est rien d'autre qu'un acte d'hostilité envers Israël. Les USA dont Israël dépend plus que jamais, ont dit oui aux colonies. Voilà la seule signification de ce veto et en faisant cela, ils ont soutenu l'entreprise la plus nocive pour Israël.

Qui plus est, ils l'ont fait à un moment où le vent tourne au Moyen Orient. Les USA ont promis le changement, mais au lieu de cela, ils ont continué à réagir avec les mêmes automatismes et le même soutien aveugle à Israël dans la construction des colonies. Ce n'est pas ainsi que les USA réussiront à modifier l'opinion que les peuples de la région ont d'eux. Et Israël, un paria international, n'a trouvé une fois de plus qu'un seul supporter, les USA.

Cela devrait avoir embarrassé les Israéliens. C'est comme cela que nous sommes ? Seuls et condamnés par tous ? Et tout cela pour pouvoir persévérer dans cette entreprise douteuse ? Cela en vaut-il vraiment la peine ? Au diable l'ONU et le monde entier qui est contre nous ?

On ne pourra pas se cacher dans notre tour de fer indéfiniment. Nous devons ouvrir les yeux et nous rendre compte que si aucun pays, en dehors des USA en perte de vitesse, ne soutient nos caprices, cela veut dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas du tout.

Israël, qui est condamné par le monde entier mais qui poursuit allègrement sa route est un pays qui a perdu le sens des réalités. C'est aussi un pays qui se retrouvera en fin de compte complètement abandonné à son propre sort. C'est pourquoi la décision des USA est dommageable aux intérêts d'Israël : Elle encourage l'aveuglement et la rigidité d'Israël et lui fait croire qu'il peut continuer comme ça indéfiniment.

Si les USA étaient un véritable ami d'Israël et se sentaient vraiment concernés par son destin ils auraient du dire non. S'ils comprenaient que les colonies sont un obstacle ils auraient du se rallier à leur condamnation. Une superpuissance qui veut la paix à un moment où les peuples arabes se révoltent contre leurs régimes et contre les USA et Israël, aurait du comprendre qu'elle devait changer les vieilles habitudes délétères de soutien inconditionnel à un allié dont les colonies sont la drogue.

Des USA bienveillants aurait du se mobiliser pour délivrer Israël de sa dépendance à sa drogue. Ils sont les seuls à pouvoir le faire, et ils auraient du commencer, mieux vaut tard que jamais, au Conseil de Sécurité de vendredi dernier.

Mais les promesses de changement et l'intérêt sincère pour Israël sont une chose et la diplomatie une autre : et nous voilà avec une autre veto automatique comme si rien n'avait changé. Obama et George W. Bush, c'est du pareil au même. Quand l'ambassadeur Susan Rice a dit que la résolution telle qu'elle était rédigée risquait de durcir les positions des deux camps et pourrait donc encourager les deux partis à refuser les négociations, elle nous menait en bateau. Elle sait que ce qui empêche les négociations et durcit les positions c'est la construction incessante dans les colonies.

Et quand le ministre des affaires étrangères israélien dit que c'est "étrange que le Conseil de Sécurité choisisse de ne voir qu'un seul aspect" des négociations israélo-palestiniennes "tout en ignorant la portée d'événements plus importants dans la région" lui aussi nous mène en bateau. Un ministre des affaires étrangères peut-il vraiment croire que l'autre camp puisse sérieusement accepter que Israël crée une situation irréversible sur le terrain sans essayer le moins du monde de l'en empêcher ?

Et appeler cela "un seul aspect" ? Peut-être que ce n'est qu'un seul aspect, mais c'est sans aucun doute le plus destructeur. Et c'est pourquoi le monde le condamne -et à juste titre.

De plus ce veto n'a pas été opposé pendant une époque ordinaire. Ce sont des jours où une lave brûlante se répand dans la région. Si le gouvernement d'Israël avait le moindre sens de ses responsabilités il aurait arrêté la construction dans les

colonies il y a longtemps -pas seulement pour détourner le feu d'Israël mais aussi pour promouvoir un traité qui n'a jamais été aussi crucial pour le pays.

Si les USA avaient été une superpuissance responsable, ils auraient voté la résolution vendredi pour réveiller Israël d'une sommeil dangereux. Au lieu de cela, nous avons eu un veto de Washington qui nous est dommageable, des cris de joie à Jérusalem et une fête qui finira mal pour tous les deux.

Note :

*Likud : parti d'ultra-droite auquel appartient Netanyahu

Gidéon Lévy

21 février 2011 - Haaretz –

Traduction : Dominique Muselet

Pour consulter l'original :

<http://www.haaretz.com/print-editio...>

1-3 Alex Fishman : Pour les Israéliens, 2011 sera l'année de toutes les catastrophes politiques et sécuritaires.

Le service (israélien) de renseignements militaires estime que 2011 sera une année de tous les tremblements politiques et sécuritaires au Moyen-Orient. C'est une année stratégique. La région connaîtra des changements stratégiques dramatiques qui connaîtront leur maturité à la fin de l'année, croient des sources sécuritaires à Tel-Aviv

Selon les estimations de ce service, en 2011, l'autorité palestinienne connaîtra de grands changements. Cette autorité n'osera pas déclarer l'établissement unilatéral de l'Etat palestinien en septembre prochain, comme c'était promis. Cependant, beaucoup de pays du monde reconnaîtront un Etat palestinien installé sur les frontières de 1967.

La révolution égyptienne influencera le discours de l'autorité et ses relations avec "Israël", croit le service. Il n'est pas impossible que les relations sécuritaires entre "Israël" et l'autorité subissent un recul notable. Cette dernière évitera de se montrer comme un agent d'"Israël".

Le même service (israélien) de renseignements militaires pense que le Liban tombera complètement aux mains du Hezbollah et que la presque île du Sinaï sera une zone à problèmes. Les bédouins du Sinaï travailleront main dans la main avec le mouvement du Hamas pour plus d'opérations de contrebande d'armes. Et les bédouins armés multiplieront leurs activités à l'encontre d'"Israël".

Il rapporte d'une source sécuritaire de haut rang que ces estimations imposeront très certainement à "Israël" des préparations politiques et militaires dans le but d'empêcher ces changements de se transformer en des menaces stratégiques. Dans le même contexte, un certain nombre d'experts israéliens ont préparé un document de travail pour la conférence de Herzliya. Le document parle d'Etats-Unis faibles contre la montée de l'influence des forces radicales du Moyen-Orient sous la direction de l'Iran. Cela influencera la situation de l'Egypte, de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et de l'autorité palestinienne.

Durant ces dernières années, "Israël" et les pays alliés des Etats-Unis se mettent de plus en plus d'accord sur des intérêts stratégiques communs. Pour préserver ces intérêts, il faut, à titre d'exemple, empêcher l'Iran et ses alliés de mettre la main sur la région. Il faut aussi consolider la forces des Etats-Unis et leur position régionale. De plus, la stabilité dans les pays proches des Etats-Unis représente un intérêt stratégique pour "Israël".

Il est alors temps pour "Israël", les Palestiniens et les pays arabes alliés des Etats-Unis d'assumer leurs responsabilités, de participer à l'opération politique et de fabriquer la stabilité régionale.

Et pour ce qui est des négociations, ceux qui ont préparé ce document disent qu'elles devraient aller sur deux voies : la voie israélo-palestinienne et la voie israélienne avec les pays arabes. Sur les deux voies, le travail est d'influencer et de soutenir les actions palestiniennes. Et à l'intérieur d'"Israël", il faut assurer l'appui populaire pour les actions israéliennes. Ils ont souligné que rien n'empêche les pays arabes de parler de l'initiative arabes de 2002 qui discute de la voie israélienne.

Certes, malgré toutes les réserves israéliennes vis-à-vis de cette initiative, dans le cadre de coordination entre "Israël" et les pays arabes, il est important qu'"Israël" salue l'initiative arabe à condition qu'elle soit appliquée par les négociations, et non pas qu'elle soit imposée.

Alex Fishman

Article écrit par Alex Fishman, publié dans le journal hébreu Haaretz, le 13 février 2011

Traduit et résumé par le soin du département français du Centre Palestinien d'Information (CPI)

Source : CPI

18 février

1-4 Stephen Lendman : Des droits pour les Palestiniens ? « Niet ! » répond Obama.

Le 18 février comme prévu Washington a opposé son veto à la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU qui condamnait les colonies israéliennes parce qu'elles violent le droit international.

Obama a très certainement dilapidé le peu de crédit qu'il lui restait au Moyen-Orient

Le vote a été 14 oui et un seul non, celui des USA, isolant les USA et Israël dans cette sulfureuse affaire.

La mesure avait presque 120 supporteurs.

Dans la déclaration qui a suivi le vote, l'ambassadeur Susan Rice a menti outrageusement en disant :

"... comme les USA l'ont dit et répété à de nombreuses occasions pendant toutes ces années, nous rejetons dans les termes les plus forts la légitimité de l'activité incessante dans les colonies."

Elle n'a pas dit que les USA avaient pendant des dizaines d'années donné des fonds à Israël pour les construire - un processus qui se poursuit malheureusement avec Obama- en plus de leur fournir un montant effarant d'aides à l'armement, de soutenir l'occupation israélienne et de s'associer à toutes leurs guerres d'agression.

Dans un communiqué de presse du 18 février, Les Américains pour la Paix Maintenant (APN) ont exprimé leur "déception" ; selon leur président et leur directrice générale Debra DeLee :

"Le président Obama a manqué aujourd'hui une opportunité historique de démontrer son leadership dans le processus de paix. Le fait que les USA ne parviennent pas à contraindre les deux camps à assumer leurs responsabilités est un facteur qui contribue à l'état actuel" de déliquescence du processus de paix ; le fait est que Washington et Israël n'en veulent pas.

Ils ne veulent pas non plus de la souveraineté palestinienne, ni ne veulent mettre fin à l'occupation, ni accepter le droit au retour des Palestiniens, ni leur accorder les libertés démocratiques qu'ils leur ont enlevées il y a longtemps. Au lieu de cela, ils imposent un système d'oppression impitoyable à des millions de Palestiniens, qui sont exploités et brutalisés depuis des dizaines d'années. Le 18 février en a donné une preuve supplémentaire.

Le 19 février, Al Jazeera a dit que la décision de Washington "va certainement provoquer la colère des pays arabes et des supporteurs de la cause palestinienne dans le monde entier. Le correspondant Cal Perry a dit que cette décision n'est pas :

"bien acceptée en Cisjordanie occupée. Les gens se demandent quand on va faire quelque chose pour eux. Les gens ici en ont assez du manque de processus de paix. Ils en ont assez de voir que les deux camps ne se parlent pas. Ils en ont assez d'entendre, et spécialement (de la bouche d'Obama), que la dignité humaine ne peut pas leur être refusée" quand lui-même ne cesse de la leur refuser de manière flagrante.

Cela fait des dizaines d'années que Washington use abusivement de son droit de veto pour empêcher l'adoption de toute mesure contraire à Israël. Ce faisant, il ignore avec arrogance la volonté de la plupart des autres pays, et parfois même de presque tous à l'exception d'Israël et de ses quelques supporteurs. Comme un observateur britannique en colère l'a dit une fois en utilisant une comparaison avec le baseball : "Il n'y a que les USA qui peuvent organiser une Série mondiale sans inviter le reste du monde."

La réponse d'Israël aux résolutions de l'ONU, qui sont pour la plupart des résolutions de l'Assemblée Générale, est pire encore. Avec le total soutien des USA, Israël a ignoré ou pris de haut des douzaines de résolutions qui condamnaient ou censuraient ses actions ou qui lui reprochaient de les avoir commises ou qui appelaient, pressaient ou sommaient Tel Aviv d'y mettre fin. Il continue de les commettre impunément y compris l'oppression quotidienne, les arrestations de masse, la torture, les assassinats ciblés, les incursions régulières dans des communautés civiles, les guerres d'agression et l'inexorable expansion coloniale.

Le 19 février Haaretz Service titrait : "Les Palestiniens organisent une journée de la colère" pour protester contre le veto des USA à la résolution de l'ONU, et il citait l'agence Ma'an News :

Le chef des services secrets palestinien, Tawfik Tirawi, a dit que cette manifestation aurait lieu le vendredi 25 février et il a qualifié le veto de "chantage" qui révèle le vrai visage des Etasuniens et leur volonté profonde d'empêcher la paix au Moyen Orient et de flouer les intérêts des Palestiniens. "Ce sont des menteurs" a-t-il affirmé, "qui font semblant de soutenir la démocratie et la paix. Et ils en sont bien loin. Cependant, "cela n'affectera pas notre résolution et nous continuerons à nous battre pour nos droits." Il a ajouté : "Il n'y aura pas de négociations avec les colonies."

Avant le vote, Washington avait essayé de faire pression sur Abbas pour qu'il retire la résolution. Un officiel palestinien haut placé a dit sous couvert d'anonymat que, au cours d'un coup de fil qui a duré une heure, Obama avait proféré des menaces voilées comme quoi il y aurait des "répercussions" s'il s'y refusait ; selon cet officiel :

"Jeudi dans la nuit Obama a menacé de prendre des mesures contre l'Autorité Palestinienne si elle s'entêtait à aller devant le Conseil de Sécurité pour condamner la construction dans les colonies israéliennes et exiger qu'il y soit mis fin : Il y aura des répercussions sur les relations des USA avec la Palestine si vous insistez pour aller devant le Conseil de Sécurité et que vous ignorez notre requête en la matière surtout que nous vous avons proposé d'autres alternatives."

Le porte parole du Hamas à Gaza, Fawzi Barhoun a dit :

"Cela confirme le soutien total de l'Administration des USA à la politique arbitraire du gouvernement d'occupation. Cela devrait inciter l'AP à adopter une stratégie d'unité... et à prendre une décision nationale d'en finir avec toute forme de négociation avec l'occupant (israélien)". Washington "a pris fait et cause pour l'occupation et cela confirme que ça a été une erreur de parier sur un traité de paix" ; les USA n'en veulent pas, n'en ont jamais voulu et ne l'accepteront jamais comme tous les observateurs du processus de paix le savent très bien.

Dans un article précédent, j'expliquais que Abass et Fayad et d'autres officiels haut placés de l'AP ont vu leur réputation s'effondrer quand des documents publiés par Al Jazeera ont montré qu'ils avaient servi les intérêts israélo-étasuniens et non les intérêts palestiniens au cours des dizaines d'années précédentes, et ont révélé la fraude des négociations de paix palestiniennes. Leur détermination actuelle est une tentative pour redorer leur blason.

Les documents ont montré que les négociateurs palestiniens sont des traîtres hypocrites qui ont sacrifié les intérêts palestinien à leur intérêt personnel. Abass et le premier ministre en fonction Salam Fayyad sont les principaux responsables. La trahison d'Abbas entache toute sa présidence. Au moins depuis Oslo où il était négociateur en chef et où il a capitulé devant toutes les demandes israéliennes sans aucune contrepartie. Toutes les questions de fond sont restées sans solution, y compris l'extension des colonies dont la population a doublée depuis 1993 et qui ne cessent de s'étendre sur des terres volées aux Palestiniens.

Le 19 février, le Centre International d'Information du Moyen Orient a annoncé que 300 000 colons israéliens occupaient la Cisjordanie et Jérusalem Est depuis 1993. "Environ 500 000 israéliens habitent dans les colonies construites sur de la terre palestinienne occupée par Israël en 1976. Les 4,5 millions d'autres Israéliens vivent sur la terre qui a été confisquée aux Palestiniens en 1948" pour créer l'état d'Israël.

Ils ont tout perdu, leur maison, la terre de leur patrie, leur liberté et la possibilité de vivre en paix parce que Israël et son pourvoyeur à Washington refusent -comme ils l'ont toujours refusé et le refuseront toujours- qu'il en soit autrement à moins qu'on ne les y contraigne par la force.

23 février

Stephen Lendman

* Stephen Lendman habite à Chicago. On peut le contacter à lendmanstephen@sbcglobal.net et sur [sjlendman.blogspot.com]. Il anime des émissions d'avant garde sur *the Progressive Radio News Hour* sur *the Progressive Radio Network*

20 février 2011 - Uruknet - Pour consulter l'original :

<http://www.ুরুnet.info/?p=m75182&a...>

Traduction : Dominique Muselet

1-5 Leila Mazboudi : "Israël après Moubarak : entre les vraies craintes et les semblants d'espoir."

Après avoir affiché une grande panique, à la vue du trône chancelant de leur grand ami Moubarak, et banni la démocratie dans le monde arabe, les responsables politiques israéliens s'efforcent de paraître plus sereins. Il est sans doute question de rétablir la confiance du public israélien, profondément éprouvé par les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte.

Sans tarder, les responsables israéliens se sont empressés de saluer les engagements de l'armée égyptienne de respecter les traités conclus durant les ères précédentes.

« Les bouleversements en Égypte ne présentent aucun risque pour les relations bilatérales », a déclaré dimanche le ministre de la guerre Ehud Barak.

Succédant au Premier ministre Benjamin Netanyahu qui s'est félicité samedi des assurances de l'armée égyptienne. Durant les moments suffocants de la révolution égyptienne, ce dernier était particulièrement hanté

par une répétition du scénario iranien en Égypte !!

Selon le Yédiste Aharonot, cité par l'AFP, "le gouvernement israélien s'adapte rapidement à l'après-Moubarak ». Et ce journal le plus vendu de souligner : « On est passé de la panique à la résignation, des prophéties apocalyptiques à un effort pour s'adapter à la réalité".

Tout en gardant l'œil fixé sur le commandement de l'armée égyptienne, mandaté des pouvoirs du président, et chez qui il perçoit une lutte entre le ministre de la Défense, Mohamed Hussein Tantaoui "qui souhaite transférer le pouvoir aux civils en septembre, et les militaires qui veulent que l'armée reste au pouvoir".

Du côté du quotidien gratuit « Israel Hayom » (droite), proche de Benjamin Netanyahu, le soulèvement égyptien suscite "l'espoir et la crainte".

"L'essentiel, c'est le traité de paix" conclu entre les deux pays en 1979, insiste le journal, comme pour rassurer que la destitution de Moubarak ne chamboulera l'Égypte vers le camp de la résistance.

Mais l'un de ses commentateurs met en garde contre ce qui constitue la bête noire des Israéliens, les islamistes : « il faut freiner les Frères musulmans, un mouvement radical qui aspire à imposer les lois de l'islam à l'Égypte, à mener la lutte contre le monde non musulman et qui considère comme illégitime le traité de paix avec Israël ».

Les tentatives d'internationaliser la menace des Frères musulmans imprègnent fortement ses propos, et nous rappellent la traditionnelle tactique israélienne. c'est l'appel au secours israélien lorsqu'il a peur!!

Mais le journal qui s'est voulu être le plus rassurant de tous est le Haaretz de l'opposition de gauche.

Il a noté les félicitations de Netanyahu sur l'assurance donnée par les chefs militaires égyptiens sur le respect de l'accord de paix.

L'un de ses commentateurs est allé même jusqu'à lancer avec enthousiasme un "Mabrouk l'Egypte ! ("Félicitations" en arabe)", tandis que l'éditorial, intitulé une "Nouvelle ère pour l'Égypte", souligne que ce pays "n'est pas en conflit avec Israël et ne doit pas être présenté comme un ennemi".

"Le Premier ministre (Netanyahu) doit faire preuve de retenue. Ses avertissements selon lesquels l'Égypte pourrait devenir un nouvel Iran et les discussions sur l'augmentation du budget de la Défense ne font que créer des tensions et mettre Israël dans le camp du régime déchu (de Moubarak)", avertit le Haaretz.

A l'opposé se trouve toutefois le journal le plus populaire, le Maariv du centre-droit, chez qui les incertitudes régionales l'emportent sur les espoirs.

"Personne ne peut dire si l'effet domino qui a commencé en Tunisie pour s'étendre ensuite à l'Égypte est en bout de course, ou s'il va se poursuivre en Algérie, en Jordanie et en Syrie", affirme son éditorial qui s'est interrogé quelle sera la "prochaine place Tahrir"..

"Où tout cela va-t-il aboutir ? Personne ne le sait vraiment. Ni les commentateurs (comme moi), ni les responsables des services de renseignements, ni l'Occident ni l'Orient, ni même les Égyptiens eux-mêmes, c'est une aventure totalement nouvelle pour eux", estime Maariv.

Une nouvelle fois, tout comme après leur défaite contre le Liban, durant la guerre de juillet 2006, l'avenir fait plus que jamais peur aux Israéliens.

Implantés au sein des peuples arabes, qui les dénigrent pour avoir usurpé la Palestine, et été imposés à leur insu, par la force et l'arnaque, leurs craintes ne finiront pas pour bientôt.

Ce dimanche, et lors d'un rassemblement qui est le premier du genre en Tunisie, des milliers Tunisiens ont scandé dans l'enceinte de l'Université de Tunis:

« le peuple veut la libération de la Palestine »

Leila Mazboudi

13/02/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=2291&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=22&s1=1>

1-6 Alan Hart : Une démocratie en Egypte profitera-t-elle aux Palestiniens ?

Cela fait des dizaines d'années que, malgré des affirmations contraires, la politique de l'occident sous la houlette des USA a été de préférer la dictature arabe (et ses différentes formes d'autoritarisme) à la démocratie arabe. Cette préférence avait pour source les deux croyances suivantes.

La première était que les régimes arabes répressifs et corrompus étaient la meilleure garantie possible que le pétrole continuerait de couler à des prix raisonnables pour l'occident et qu'il n'y aurait pratiquement pas de limite à la quantité d'armes qu'on pourrait vendre aux états arabes les plus riches. (La conception, la production, les tests et la vente des armes est une des secteurs les plus créateurs d'emploi et de richesse des USA, de la Grande Bretagne et de quelques autres pays occidentaux. Sans les achats d'armes de l'Arabie Saoudite, l'industrie de l'armement britannique aurait sans doute déjà fait faillite).

La seconde croyance à l'origine de cette orientation politique était qu'on ne pouvait compter que sur des régimes arabes répressifs et corrompus pour fournir l'aide nécessaire à l'identification, la localisation, la poursuite et l'élimination des terroristes islamiques. Cette considération devint la priorité après le 9 septembre.

De plus c'était un grand réconfort pour les politiciens occidentaux de savoir qu'un régime arabe répressif et corrompu ne combattrait pas Israël pour libérer la Palestine. (Comme je l'ai indiqué dans les articles que j'ai mis auparavant sur le net et comme je l'ai montré en détails dans mon livre " Zionism : The Real Enemy of the Jews" ("Sionisme : le vrai ennemi des Juifs"), après qu'Israël ait réglé le cas de la Palestine avec sa victoire militaire de 1948, les régimes arabes ont partagé le même espoir que les principales puissances et le sionisme - à savoir que le dossier ne serait pas rouvert. Le nationalisme palestinien n'était pas supposé renaître).

Les puissances occidentales ont aussi trouvé confortable l'idée que leurs relations avec des régimes arabes répressifs et corrompus garantissait que leur soutien à Israël ne serait jamais sérieusement remis en question qu'il soit juste ou pas. En d'autres termes, les gouvernements occidentaux, et spécialement celui qui se trouve à Washington D.C., savaient que les régimes arabes ne protesteraient pas s'ils faisaient tout ce que voulait le lobby sioniste et ses fantoches au Congrès et dans la presse dominante. Il n'est donc pas surprenant que pendant que le peuple égyptien inspiré par l'exemple tunisien manifestait, le président Obama a souvent semblé confus sur son désir de voir Mubarak rester ou partir. Après le départ de Mubarak -et j'imagine les généraux lui disant quelque chose comme : "Soit il faut que nous tirions sur le peuple, soit il faut que vous partiez tout de suite"- la première question est celle-ci : Le Haut Conseil des forces armées de l'Egypte est-il vraiment prêt à présider au démantèlement d'un système cruel et corrompu et à donner le feu vert à la démocratie ?

Le problème de certains des plus importants généraux n'est pas seulement de lâcher prise du pouvoir politique. Ils sont aussi partie prenante du système commercial et financier corrompu sur lequel régnait Mubarak. J'imagine qu'en les laissant se remplir les poches il croyait s'assurer qu'ils ne s'élèveraient pas contre son soutien à Israël pour asservir les Palestiniens allant même jusqu'à refuser de reconnaître les résultats des élections qui ont donné au Hamas la victoire dans la bande de Gaza.

Ceci dit, je crois que le Haut Conseil honorera sa promesse de passer la main à un gouvernement civil et qu'on verra naître en Egypte quelque chose qui ressemblera de près à la vraie démocratie. Et puis après ? Le Haut Conseil a dit, sans surprise, qu'il respecterait toutes les obligations internationales égyptiennes y compris le traité de paix de 1979 avec Israël. (Mon point de vue personnel est que cette paix séparée a été un désastre pour le monde entier. Pourquoi ? Parce que, l'Egypte se retrouvant hors de l'équation militaire, Israël a eu toute latitude d'imposer agressivement son pouvoir dans la région et notamment au Liban. D'un seul coup d'un seul, la paix séparée de Sadat avec Israël a aussi détruit tout espoir d'une paix totale dans la région).

Question clé : Est-ce qu'un gouvernement civil élu démocratiquement serait lié par les engagements du Haut Conseil en ce qui concerne le traité de paix avec Israël ?

La réponse est sans aucun doute "non !" Si par exemple, le peuple qui a élu le nouveau gouvernement désirait que le traité de paix soit revu, le gouvernement devrait mettre en marche un processus de révision.

Cela créerait une situation très embarrassante pour le gouvernement vis à vis d'Israël et des USA, mais le gouvernement pourrait s'en sortir en décidant de soumettre le traité à un référendum.

S'il y avait un référendum, bien des choses dépendraient de la manière dont la question serait posée. S'il fallait répondre par un simple "oui" ou "non" au maintien du traité de paix avec Israël, la réponse serait probablement majoritairement "non". Mais ça ne serait pas une bonne stratégie.

La bonne stratégie serait que le gouvernement de l'Egypte élabore pour ce référendum une question qui lui donne la possibilité de dire à Israël quelque chose comme : "Nous souhaitons maintenir le traité de paix avec vous, mais nous ne pourrions pas le faire si vous ne mettez pas fin à l'occupation de toute la terre arabe que vous avez conquise en 1967."

A moins qu'une majorité d'Israéliens n'ait complètement perdu la raison, ceci pourrait provoquer un changement qui bénéficierait à toute la région et au monde entier, pas seulement aux Palestiniens.

Alan Hart

Alan Hart (Alanhart.net) est un ancien correspondant étranger pour ITN et BBC Panorama.

Il est l'auteur de Zionism : The Real Enemy of the Jews.

Son blog est <http://www.alanhart.net> et il tweet via <http://twitter.com/alanauthor>

19 février 2011

Pour consulter l'original : <http://www.alanhart.net/will-democr...>

Traduction : D. Muselet

1-7 Réseau Voltaire : Les révolutions arabes contre Israël et les Etats-Unis.

Israël et l'impasse des Etats-Unis

Les Etats-Unis et les Européens ont lancé une intense campagne de relations publiques et une série de conférences sur la démocratie à l'adresse de l'opinion publique arabe dans le but d'améliorer leur image après les révolutions tunisienne et égyptienne qui ont renversé deux de leurs principaux amis, Zine al-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, qui ont été pendant des décennies de fidèles serviteurs de Washington et d'Israël. Mais comble de l'ironie, dans le même temps, les Etats-Unis ont opposé leur veto au Conseil de sécurité à un projet de résolution condamnant la poursuite de la colonisation juive dans les territoires palestiniens. En parallèle à ce veto, le président Barack Obama lançait des menaces contre l'Autorité palestinienne si elle insistait à recourir au Conseil de sécurité pour obtenir une résolution dénonçant la colonisation ou réclamant la reconnaissance d'un Etat palestinien, en dépit des concessions illimitées présentées par l'Autorité palestinienne depuis les accords d'Oslo. Le fait que l'empereur de l'Amérique menace une Autorité faible, dont les Israéliens craignent l'évaporation après la chute de Hosni Moubarak, son principal soutien depuis des décennies, est regrettable. Barack Obama, président d'une grande puissance, montre ses muscles devant une Autorité qui craint d'être balayée par la colère populaire pour avoir, justement, appliqué à la lettre pendant des années les instructions des Etats-Unis et d'Israël, sous le parrainage du régime égyptien. Un régime dont les rescapés semblent incapables de s'opposer à la fibre révolutionnaire d'un peuple déterminé à empêcher toute tentative de réanimation de l'ancien système à travers un changement de visages. Par millions, les Egyptiens sont descendus dans la rue, vendredi 18 février, pour réaffirmer leurs revendications, et les principaux slogans scandés par la foule exigeaient la levée du blocus imposé à Gaza.

Tous ces développements montrent qu'Israël reste au cœur des stratégies états-uniennes et occidentales dans la région, Et à chaque fois qu'il est question de l'Etat hébreu, le double langage des Etats-Unis et de l'Europe apparaît au grand jour et il n'est plus question des discours tonitruants sur la démocratie et les droits de l'homme.

La peur pour Israël et la crainte pour le plan de judaïsation de Jérusalem et de la Cisjordanie d'une simple résolution au Conseil de sécurité, et l'utilisation d'une manière excessive des menaces, lèvent le voile sur la véritable politique des Etats-Unis et de l'Occident et font tomber tous les discours sur la prétendue légalité internationale.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) est utilisé sous l'enseigne de ce slogan car il sert les intérêts d'Israël. Washington, qui tient les fils du TSL au Conseil de sécurité, bloque en revanche la mise en œuvre des résolutions 194, stipulant le retour des réfugiés palestiniens, 242 et 338, appelant au retrait israélien des territoires arabes occupés, ainsi que de nombreuses autres résolutions.

La rue arabe, qui s'est révoltée en Tunisie, en Egypte et dans de nombreux autres pays, adhère pleinement à la culture du refus de l'occupation israélienne de terres arabes depuis 60 ans. Elle adhère encore plus à la culture du soutien à la cause palestinienne. Tant que les Etats-Unis et l'Occident considéreront qu'Israël est la prunelle de leurs yeux qu'il faut protéger à tous prix, et que les pays arabes doivent se plier à cette volonté, toute révolte qui éclatera dans le monde arabe prendra pour cible l'influence politique occidentale. Et les peuples arabes exprimeront un fort soutien aux mouvements de résistance qui ont réussi à proposer un modèle convaincant, alors que des décennies de négociations n'ont rien apporté aux Palestiniens.

Les peuples arabes ont fait preuve d'un grand éveil et ne se laisseront pas amadouer par quelques déclarations de soutien au vent de démocratie qui souffle dans la région. Ils savent que les dictatures qui les ont opprimées pendant des générations étaient soutenues, nourries, armées et chouchoutées par l'Occident et étaient les gardiennes des intérêts d'Israël. Les peuples n'ont pas la mémoire courte et n'oublient rien ! Leur attachement à la cause de la Palestine n'en sera que plus fort.

Source : Réseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org/...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19